

La croissance du Moyen-Orient s'est accélérée

CONJONCTURE Malgré les conflits, le PIB de la région est en hausse en 2025, une augmentation qui devrait dépasser les 3% selon le Fonds monétaire international

AFP

La croissance s'est accélérée dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord cette année et devrait dépasser les 3%, malgré l'incertitude mondiale et les conflits dans la région, a révélé un rapport du Fonds monétaire international (FMI) publié hier. «Malgré les chocs qu'on a connus, avec les mesures tarifaires, les tensions géopolitiques, les conflits et la volatilité des prix du pétrole, la croissance est plus forte que l'année dernière, non seulement dans un groupe de pays, mais dans l'ensemble de la région», a souligné le directeur du Fonds pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale, Jihad Azour.

Capacité à résister aux chocs géopolitiques

L'institution a présenté hier à Dubaï son dernier rapport sur la région, dans lequel elle prévoit une croissance de 3,3% cette année dans la zone MENA, et 3,7% en 2026, soit 0,7 et 0,3 point de plus respectivement que dans ses précédentes prévisions, datant de mai. Le PIB de la région avait augmenté de 2,1% en 2024.

Les pays du Golfe ont notamment bénéficié de la hausse de la production pétrolière, qui a compensé la baisse des cours, tandis que d'autres ont bénéficié d'un rebond du tourisme, de l'industrie ou de l'agriculture, a expliqué Jihad Azour. «La région a été capable de résister aux chocs géopolitiques majeurs de ces

deux dernières années, y compris les pays voisins de la zone de conflit», comme la Jordanie et l'Égypte, a-t-il souligné en parlant de la guerre entre Israël et le mouvement islamiste palestinien Hamas qui a dévasté la bande de Gaza.

Le cessez-le-feu en cours dans le territoire palestinien «est une avancée importante et bienvenue», mais il est encore trop tôt pour savoir si cela pourrait affecter les perspectives économiques de la région. «L'impact dépendra de la manière dont cette stabilité pourrait améliorer le profil de risque global de la région, et du potentiel de reconstruction en Syrie, au Liban, à Gaza, et plus tard en Cisjordanie».

Les pays du Golfe ont notamment bénéficié de la hausse de la production pétrolière

«Mais cela ne fait pas partie du scénario de base à ce stade et il faut attendre de voir comment cela va se développer», a-t-il ajouté. Pour l'heure, la priorité est d'évaluer les dégâts à Gaza et les besoins d'urgence et de reconstruction, avec l'aide de l'ONU et la Banque mondiale, a souligné Jihad Azour.

Selon lui, les besoins de financement sont également «immenses» dans d'autres pays affectés par les conflits, comme le Yémen et le Soudan, en raison de la baisse des aides internationales. ■